AMBASSADE D'HAITI EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES & COMMERCIALES

Bulletin Economique & Commercial

 # 09-2026

Période couverte : 16 au 20 mars 2026

Santo Domingo, le 23 mars 2026

***Rédigé par**: Djinah Thomas, Conseiller*

***Sous la supervision de** : Pierre Karly Jean Jeune, Ministre Conseiller*

Bulletin no 9-2026
Période couverte : 16 au 20 mars 2026

Ce bulletin présente une vue d'ensemble des principales tendances économiques et commerciales en République Dominicaine, basée sur des sources fiables. Il vise à fournir des informations clés sur :

- Les données macroéconomiques;
- Les investissements étrangers;
- La croissance des secteurs clés;
- Les initiatives institutionnelles.

Des analyses et des commentaires sont également proposés pour éclairer la prise de décision et identifier les opportunités de coopération et les risques potentiels. Ce bulletin est un outil précieux pour les acteurs économiques et les responsables diplomatiques qui cherchent à comprendre l'économie dominicaine et à prendre des décisions éclairées.

Résumé 1- Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des MPYME, Eduardo Sanz Lovatón, rencontre des commerçants à la frontière pour stimuler les échanges commerciaux.

Après avoir visité les installations du marché frontalier, il a indiqué que le gouvernement travaillait à définir les moyens de renforcer ces échanges. Les chefs d'entreprise, de leur côté, soutiennent les actions menées en Haïti et se sont réunis pour consolider les relations commerciales transfrontalières.

Une rencontre s'est également tenue, le lundi 16 mars en cours à la zone franche de CODEVI, réunissant des représentants du secteur privé dominicain et haïtien, dans le cadre d'un dialogue continu visant à améliorer la communication et la coopération entre les milieux d'affaires des deux pays. Les thèmes abordés lors de ces discussions seront transmis aux autorités compétentes des deux nations pour examen.

Résumé 2- Le Trésor assure que la République Dominicaine dispose des ressources financières nécessaires pour atténuer l'impact de la crise au Moyen-Orient.

Le Ministre des Finances a annoncé que le gouvernement dispose des outils et de la stratégie nécessaires pour protéger l'économie nationale et le bien-être des citoyens face à l'incertitude croissante du contexte géopolitique.

L'incertitude qui entoure les conflits armés mondiaux contribue à la volatilité des prix du pétrole brut.

L'incertitude quant à l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie dominicaine occupe le gouvernement qui cherche à gérer la situation, tandis que l'opposition exige des mesures préventives pour atténuer les conséquences pour la population. Cependant, plusieurs secteurs ont proposé des mesures pour les plus vulnérables face à la hausse des prix des carburants.

Ils ont averti que cette situation pourrait finir par impacter l'ensemble de la chaîne de distribution des produits alimentaires et des biens essentiels.

La hausse continue des prix de l'essence et des autres carburants a un impact direct sur le coût de la vie des Dominicains.

En réponse à la récente augmentation de l'essence ordinaire et premium, ainsi que pour le diesel ordinaire et premium, le Front national d'intégrité (FIN) a déclaré que cette augmentation affecte directement l'économie des familles dominicaines et est aggravée par le contexte international marqué par des conflits et des tensions géopolitiques.

Résumé 3- La République Dominicaine accueillera la CEPALC en 2026.

La République Dominicaine accueillera la 41e session de la CEPALC, du 7 au 9 octobre 2026, à Santiago de los Caballeros. L'accord a été signé le 10 mars à Santiago du Chili entre le Ministre des Affaires étrangères, Roberto Álvarez et le Secrétaire de la Commission, Luis Fidel Yáñez, au nom du Secrétaire exécutif José Manuel Salazar-Xirinachs.

Cette réunion, la plus importante de l'organe régional de l'ONU, réunira les autorités des 46 États membres et des 14 États associés ainsi que des représentants du système onusien et d'entités non gouvernementales. Ils y examineront le développement économique, social et environnemental de la région, feront le bilan des deux années écoulées et définiront les priorités du programme de travail pour les deux prochaines années.

L'événement marquera aussi le début de la présidence dominicaine pro tempore de la CEPALC (2026-2028), succédant au Pérou. Le Secrétariat exécutif prépare un document de position sur les principaux défis de développement régionaux. Le Secrétaire exécutif a souligné l'importance de cette rencontre pour une réflexion stratégique et M. Álvarez a réaffirmé l'engagement du pays envers le multilatéralisme et la coopération pour le développement durable.

Résumé 4- Le secteur de l'approvisionnement en électricité en République Dominicaine emploie plus de 15,500.00 personnes, avec un salaire moyen dépassant 84, 000.00 RD$ par mois.

Selon l'Enquête nationale sur l'activité économique 2025 de l'ONE, le secteur de la production et de la distribution d'électricité en République Dominicaine employait en moyenne 15 518 personnes en 2024, soit 103 de plus qu'en 2023. Plus de 53 % des postes sont occupés par des professionnels et des techniciens. Le secteur reste majoritairement masculin : 68,5 % d'hommes contre 31,5 % de femmes en 2024, contre 68,6 % et 31,4 % en 2023. Il offre le salaire mensuel moyen le plus élevé du pays : 84 246 RD$ en 2024 (84 208 RD$ en 2023). La masse salariale totale a atteint 17 489,64 millions RD$ contre 16 456,10 millions RD$ l'année précédente, environ 73 % correspondant à des salaires nominaux. La valeur brute de la production est passée de 247,46

milliards RD$ en 2023 à 275,00 milliards RD$ en 2024. La valeur ajoutée a progressé de 63,44 milliards RD$ à 71,76 milliards RD$. Le chiffre d'affaires provient principalement de la vente des biens produits (53,8 % en 2024) et de la revente de biens et services sans transformation (36,5 %). Plus de 75 % des coûts sont liés à l'achat d'énergie à revendre et aux matières premières utilisées pour la production.

Résumé 5- La Foire agricole de 2026 stimule la croissance.

La 38e édition de la Foire nationale agricole 2026 se veut un espace clé pour revitaliser le secteur agricole dominicain, en favorisant le financement, la modernisation et la diversification des revenus en milieu rural. La Banque agricole (Bagrícola) y propose des crédits pour acquérir des équipements tels que drones, tracteurs, moissonneuses, serres et systèmes solaires, avec un taux de 6 % et des échéanciers adaptés au cycle de production ; les femmes bénéficient d'un taux préférentiel de 7 % contre 8 % habituellement et représentent plus de 35 % du portefeuille de prêts de la succursale de San Francisco de Macorís. La foire sert aussi de vitrine à des entrepreneurs comme Mayelin Martínez qui développe des produits à base d'herbes et d'épices (investissement 60 000 RD$, revenus précédents 200, 000.00 RD$) et à un collectif de femmes de Corozos Abajo (Monte Plata) qui commercialise du chocolat artisanal et du cacao (investissement 20 000 RD$, objectif 30 000 RD$, présence déjà chez Jumbo et Nacional). Le producteur José Montero (Hacienda Montero, San Juan) souligne que l'événement met en valeur le travail des agriculteurs et le lien avec les consommateurs. La Direction générale des risques agricoles (Digera) y promeut l'assurance agricole, subventionnée à 50 % par l'État, dont bénéficient environ 3 516 agriculteurs pour se protéger contre les aléas climatiques. Par ailleurs, l'INESPRE propose des produits de base à prix réduits tels :les œufs à 150 RD$ la boîte, riz 140 RD$ (2,25 kg), huile entre 80 et 575 RD$, sucre 30 RD$ la livre, café 320 RD$, pâtes 30 RD$ (400 g), porc 125 RD$ la livre, bœuf haché 150 RD$, bœuf salé 145 RD$, ainsi que oignons, ail, pommes de terre et ananas à Livestock City.

Résumé 06 - L'innovation technologique est le moteur de l'agriculture dominicaine.

Lors de la conférence « L'innovation agricole au service du secteur agricole dominicain » (Salon de l'agriculture 2026), Osmar Benítez, Président exécutif du JAD, a souligné que l'innovation technologique est devenue un pilier stratégique pour la productivité, l'efficacité et la durabilité de l'agriculture dominicaine.
Le pays produit plus de 85 % des denrées du panier de base (riz, bananes plantains, manioc, pois, œufs, poulet), un niveau d'autosuffisance bien supérieur à celui du Salvador. Cette performance s'explique par l'évolution historique du secteur mécanisation fin XIXe siècle, révolution verte qui a multiplié les rendements et entre aujourd'hui dans une « quatrième révolution agricole » alliant biotechnologies, numérisation et agriculture de précision, accélérée par Internet depuis 1995-1997.

Concrètement, les agriculteurs utilisent des images satellites (Landsat, Sentinel) traitées par IA pour suivre humidité, sol et état des cultures en temps réel sur mobile. L'automatisation progresse aussi : systèmes robotisés de traite et drones qui réduisent les coûts d'environ 60 % et le temps de fumigation de 15 jours à 1,5 jour. Le marché mondial des drones est dominé à 92 % par DJI Enterprise.
Parmi les nouvelles solutions, la traçabilité blockchain est déjà appliquée au cacao avec plus de 700 producteurs à Monte Plata et l'informatique quantique permet de traiter jusqu'à 652 millions de bits par seconde.

Benítez pointe toutefois des défis : un fossé entre les grandes entreprises, qui adoptent les technologies et les petits producteurs, encore dépendants des pratiques traditionnelles et limités par le coût d'accès, le besoin de financements à long terme et le manque de formation. Pour y répondre, le JAD forme 225 dirigeants de coopératives à la gouvernance et propose des programmes de gestion en partenariat avec des universités.

Résumé 07- La stabilité énergétique mise à rude épreuve : les réserves garantissent la stabilité à court terme.

Les autorités dominicaines assurent que l'approvisionnement en carburant est garanti et que le réseau électrique restera stable à court terme, mais préviennent que la crise pétrolière mondiale entraînera des ajustements et des hausses de prix.
Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Joel Santos, et le Surintendant de l'Électricité, Andrés Astacio, ont indiqué, après une rencontre avec les producteurs, que le gouvernement surveille le système et que les décisions seront prises en fonction de l'évolution géopolitique, le pays restant fortement dépendant des combustibles fossiles malgré une diversification vers les renouvelables.
Rolando González-Bunster (InterEnergy) précise que son groupe dispose de stocks pour 4 à 6 mois, mais qu'un conflit prolongé créerait de l'incertitude et qu'il faut renforcer la planification à long terme sur les renouvelables. Carlos José Martí confirme un stock d'environ 45 jours et un approvisionnement continu, mais estime que la hausse du pétrole (>50 %) rend les subventions intenables, obligeant le gouvernement à répercuter les prix. Les achats se font sur le marché du golfe du Mexique avec des contrats de 2 à 3 ans.
De son côté, José Luis Actis (Edesur) actualise ses prévisions de coûts, prévoit des ajustements budgétaires sans besoin de ressources supplémentaires grâce à l'efficacité et à un mix énergétique varié (charbon, hydroélectricité, renouvelables, gaz naturel, fioul) qui atténue l'impact des hausses**.**

Résumé 08- Le prix du pétrole Brent dépasse les 110 dollars américains.

L'escalade du conflit entre l'Iran et Israël fait grimper le prix du pétrole. Jeudi, le Brent a bondi de près de 5 % pour atteindre 112,97 $ le baril et le WTI de 1,28 % à 96,54 $.

L'Iran a mené de nouvelles attaques contre des infrastructures énergétiques après la frappe israélienne sur le gisement gazier de South Pars (le plus grand au monde, partagé avec le Qatar). Le Qatar a dénoncé une attaque contre sa raffinerie de Ras Laffan qui a provoqué un incendie et l'Arabie saoudite a signalé deux raffineries visées à Riyad, son ministre des Affaires étrangères menaçant une riposte militaire.

L'UKMTO a également signalé une nouvelle attaque près du détroit d'Ormuz, où un pétrolier battant pavillon de la Barbade a dû s'éloigner ; depuis le 28 février, 20 incidents maritimes ont été recensés dans la zone.

Le Président américain Donald Trump a nié toute implication dans l'attaque de South Pars mais a menacé de « détruire complètement » le gisement si l'Iran s'en prenait à nouveau au gaz qatari. Les Gardiens de la révolution iraniens ont répliqué qu'ils continueraient d'attaquer les infrastructures énergétiques des alliés des États-Unis dans le Golfe si l'Iran était frappé à nouveau. Israël a signalé six tirs de missiles iraniens sans faire de blessé.

Résumé 09 - Les entreprises formelles en République Dominicaine créent 2,6 millions d'emplois en 2025.

Emploi formel et rémunérations (2025)

Selon le Répertoire des entreprises 2025 de l'Office national des statistiques (ONE), la République Dominicaine comptait 127 281 entreprises formelles qui généraient environ 2,6 millions d'emplois. L'emploi reste majoritairement masculin : 52,3 % (1 356 713 hommes) contre 47,7 % (1 235 407 femmes) en octobre 2025, écart stable en novembre-décembre. Seul le secteur des activités artistiques, de divertissement et de loisirs est à majorité féminine (79,3 %).

Les salaires versés par ces entreprises ont augmenté de 10,7 % entre le 4e trimestre 2024 et le 4e trimestre 2025, le salaire mensuel moyen passant de 34, 631.00 RD$ à 37, 092.00 RD.

La rémunération moyenne par entreprise est passée de 21,706.00 RD à 23, 570.00 RD.

Les salaires croissent avec la taille de l'entreprise ; les secteurs les mieux payes sont l'exploitation minière et l'extraction (79,515.00 RD), les organisations extraterritoriales (75,066.00 RD) et la fourniture d'électricité (66,333.00 RD).

Évolution sur six ans (2019-2025)

Le rapport du Trésor de la Sécurité sociale (TSS) montre que la part des femmes dans la population active formelle est passée de 44,8 % en décembre 2019 à 47,7 % en décembre 2025. Sur les 283 017 nouveaux emplois créés, 199 687 (70,5 %) sont allés aux femmes contre 83 330 (29,5 %) aux hommes, soit en moyenne 33 281 emplois féminins par an contre 13 888 masculins.

En décembre 2025, le salaire moyen assurable des femmes était légèrement supérieur (38, 733.00 RD) à celui des hommes (38,633.00 RD). Mais la réalité diffère selon le secteur :

• Secteur privé (69,6 % des emplois) : 56 % d'hommes, salaire moyen 37, 566.00 RD$ pour les hommes vs 34, 118.00 RD$ pour les femmes.

• Secteur public (30,4 % des emplois) : 56 % de femmes, salaire moyen 45, 454.00 RD$ pour les femmes vs 39, 499.00 RD$ pour les hommes.

L'avantage salarial des femmes dans le public est donc compensé par la prédominance du secteur privé.